



AUJOURD'HUI

Éditorial

La crise du lac Meech révèle aussi les faiblesses de la politique « extérieure » du Québec. L'éditorial de Jean-Claude Leclerc. **Page 12**

Courrier

Le dernier épisode de la bataille du lac Meech a suscité de fortes réactions chez plusieurs lecteurs et lectrices, jusqu'au... Japon ! **Page 13**

La RDA freine l'unification

Le Parlement est-allemand s'abstient d'engager immédiatement le processus d'unification avec l'Allemagne de l'Ouest. **Page 5**



Ion Iliescu

Roumanie: Iliescu devient président

C'est dans une atmosphère tendue que le leader du Front de salut national, Ion Iliescu, sera intronisé aujourd'hui président de Roumanie. **Page 5**

Meilleure image pour le Québec

Une enquête effectuée auprès de spécialistes des affaires canadiennes aux États-Unis démontre que les nombreux reportages sur le débat constitutionnel ont indirectement servi à raffermir la nouvelle personnalité du Québec aux États-Unis. **Page 3**

Forum sur l'eau à Montréal

À compter d'aujourd'hui se tient au Palais de la Civilisation de Montréal un grand Forum international sur les problèmes d'approvisionnement en eau potable. **Page 3**

Cards 7

Expos 1
José DeLeon ne permet que deux coups sûrs en plus de sept manches de travail aux Expos. **Page 11**

Prolongation à l'omnium des É.-U.

Mike Donald et Hale Irwin disputeront une ronde éliminatoire, aujourd'hui, à l'omnium de golf des États-Unis. **Page 11**

Le mouvement en 3 dimensions

L'UQAM s'est dotée d'un système d'analyse du mouvement humain en trois dimensions pour ses études en neurocinétique. **Page 9**

Un architecte contesté

Le Centre de design de l'UQAM présente une exposition de l'architecte Dan Hanganu qui est actuellement au cœur de la controverse sur le développement de la Pointe-à-Callières, dans le Vieux-Montréal. **Page 7**

Montréal refusera d'hériter en 1995 du Parc olympique

Isabelle Paré

LE MAIRE DE MONTRÉAL, Jean Doré, ne tient aucunement à ce que les Montréalais héritent, en 1995, des fastueuses installations olympiques laissées par le maire Drapeau et qui laissent chaque année un déficit d'opération de plusieurs millions.
Même si la loi de 1975 désigne la Ville de Montréal comme héritière légitime du mastodonte immobilier de 1,2 milliard \$ qu'est le Parc olympique, le maire de Montréal croit d'ores et déjà qu'il faut à tout prix reconsidérer cette solution.
« Il faut se poser sérieusement la question. À quoi ça servira de donner aux Montréalais six millions de dollars de dettes par année », demande

le maire. Un comité sera formé sous peu pour se pencher sur la question mais, chose certaine, l'administration du RCM semble avoir déjà fait son nid sur le sujet.
« Ce n'est pas parce que tout est écrit dans une loi, que ça se fera », note M. Doré.
Il n'est pas le seul à vouloir refiler à d'autres l'héritage de l'« éléphant blanc » du maire Drapeau. Le nouveau pdg de la Régie, M. Pierre Bibeau, qui défend depuis son arrivée le nécessaire virage « récré-touristique » de la RIO, ne cache pas ses couleurs concernant le futur legs prévu à la Ville de Montréal.
« Même si la loi le prévoit, il serait opportun d'étudier d'autres alternatives que celle de la remise automatique des installations olympiques à la Ville. Il faut lancer un grand débat

public là-dessus », tranche-t-il.
Ses solutions : le Parc olympique pourrait être géré par une société parapublique à but lucratif ou par une société mixte, composée de l'État et d'intérêts privés. L'idée d'une société totalement privée n'est pas exclue. À Toronto, cite en exemple M. Bibeau, les intérêts privés ont investi plus de 5 millions \$ pour financer le Skydome.
Mais le nouveau patron de la RIO a déjà sa petite idée de ce que pourrait devenir le Parc olympique. Dans un plan soumis au gouvernement, on propose de convertir ce parc de béton austère en une vaste « Cité des loisirs et de l'écologie » qui engloberait le Jardin Botanique et le parc Maisonneuve.
En mettant la main sur le vélo-
Voir page 14: Montréal



Le stade n'est pas le seul élément du déficit et des difficultés de gestion que représente le Parc olympique.

Wells est prêt à faire annuler le vote de Terre-Neuve sur Meech

Michel Venne
de la Presse Canadienne

MYSTIC, Connecticut — Le premier ministre de Terre-Neuve Clyde Wells pourrait annuler le vote sur l'accord du lac Meech prévu à l'assemblée législative de sa province pour vendredi s'il apparaît clair, d'ici deux à trois jours, que l'imposte persiste au Manitoba.
« Nous devons tenir compte des difficultés que connaît le Manitoba avec sa propre résolution, a-t-il déclaré hier à la Presse canadienne. Si

cela devenait clair, dans les deux ou trois prochains jours, que l'accord ne sera pas ratifié à Winnipeg, nous devrions nous demander s'il est utile de poursuivre l'organisation d'un débat chez nous ».
M. Wells a fait ces déclarations à son arrivée à la 18e Conférence des premiers ministres de l'Est du Canada et des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre qui s'ouvrira à Mystic au Connecticut hier soir.
Il a refusé de dire si lui-même appuiera la résolution sur le lac Meech à sa propre législature si le vote a lieu. « Vous verrez au moment venu », a-t-

il dit.
M. Wells, qui quittera la conférence prématurément dès aujourd'hui, affirme par ailleurs comprendre l'obstruction systématique des autochtones à l'assemblée législative manitobaine.
« Leurs préoccupations sont légitimes et méritent qu'on s'y attarde, dit-il en blâmant le gouvernement fédéral, mais nous sommes tous coincés dans un calendrier impossible ».
Le premier ministre du Québec Robert Bourassa, qui est co-président de la conférence, a refusé de
Voir page 14: Wells



Le leader noir sud-africain Nelson Mandela a été accueilli par le premier ministre canadien, hier, à son arrivée à Ottawa.

Mulroney accueille Mandela à Ottawa

OTTAWA (PC-AFP) — Souriant à une foule enthousiaste venue l'accueillir, le leader noir sud-africain Nelson Mandela a tenu à remercier les Canadiens, dès son arrivée, hier en fin d'après-midi, à Ottawa, pour leur appui dans la lutte contre l'apartheid dans son pays.
Des centaines de personnes attendaient à l'aéroport militaire d'Uplands le leader historique de l'ANC, au Canada pour une visite

de trois jours. Il a été accueilli à sa descente d'avion par le premier ministre Brian Mulroney et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark.
Devenu le symbole de la lutte sanglante contre la ségrégation raciale en Afrique du Sud, Nelson Mandela a été reçu comme un héros sur le sol canadien par des supporters qui arboraient le drapeau aux bandes vertes, noires et rouges.
Voir page 14: Mulroney

Plus d'argent mais moins de profits

Serge Truffaut

AU COURS du dernier exercice financier, le profit combiné des sociétés d'épargne évoluant au Québec a sensiblement diminué alors que l'actif réalisait un bon résultat.
En effet, selon le rapport de l'Inspecteur général des institutions financières, M. Jean-Marie Bouchard, les 36 sociétés d'épargne ont enregistré un bénéfice net de 539 millions \$ seulement, soit une chute de plus de 12 % sur l'exercice antérieur, et ce, au moment où deux nouvelles sociétés québécoises s'ajoutaient au groupe existant sans que leurs performances ne viennent altérer les résultats du groupe.
Constituées en 1989, la Société d'épargne de la Montérégie et la Financière Prêt-Épargne ont réalisé un profit net de 8 millions \$ sur des revenus excédant les 47 millions \$. L'actif de ces deux anciennes sociétés d'entraide économique s'établit,

en fin d'exercice, à plus de 1,1 milliard \$.
Pour leur part, les 32 sociétés d'épargne extra-provinciales et filiales bancaires ont vu leur actif faire un bond de 21 %, leur permettant ainsi d'approcher les 138 milliards \$. Sur des revenus totaux de 2,4 milliards \$, contre 2,5 milliards \$ lors de l'exercice antérieur, cet ensemble d'institutions a dégagé un bénéfice de 539 millions \$ contre 627 millions \$ en 1988.
Limitées au rôle d'intermédiation financière, toutes ces sociétés ont recueilli des fonds totalisant 127 milliards \$, soit une progression de 22 %. Dans son analyse, l'Inspecteur général précise que « ces fonds ont été principalement affectés aux prêts hypothécaires qui ont connu une hausse de 18,7 % à 109,5 milliards \$, ce qui représente 78,8 % de leur actif ».
Les huit sociétés d'épargne appartenant aux banques à charte, détiennent 107 milliards \$ ou 77 % de l'actif total. La différence est détenue par

les deux nouvelles entités québécoises et par les neuf sociétés à charte fédérale. Selon l'analyse de M. Bouchard, « la plus importante des sociétés à charte fédérale possède à elle seule un actif de 28,5 milliards \$ ou 20,5 % de l'actif total. Neuf sociétés d'épargne accaparent donc 97,4 % de l'actif total de l'ensemble ».
Dans un contexte de tiraillement entre les autorités provinciales, d'ici et d'ailleurs, et les autorités fédérales concernées, il n'est pas innocent de rappeler que 17 sociétés détenaient une charte fédérale, alors qu'aucune n'avait de charte provinciale hormis, bien entendu, les deux québécoises.
Sur le front du marché des prêts hypothécaires, les caisses d'épargne et de crédit et les banques, par le biais des sociétés d'épargne qui leur sont affiliées, se sont partagé des parts pratiquement égales. À la fin de l'exercice, les caisses d'épargne avaient mis la main sur 37,4 % ou 17,4 milliards \$ de l'activité hypothécaire
Voir page 14: Plus

Le Portugal à bout de souffle pour rattraper la modernité

Paule des Rivières revient d'un voyage dans le Vieux Continent, où elle a pris le pouls de la nouvelle Europe des Douze, qui abolira ses frontières et deviendra un grand marché à l'aube de 1993, sur fond de bouleversements à l'Est. Dans le second de trois articles, elle se penche sur la frénésie avec laquelle le Portugal pédale dans le but de rejoindre le peloton des pays riches.
Paule des Rivières
LISBONNE — « Si vous repassez à Lisbonne, n'attendez pas trop longtemps. Venez avant 1992. Dieu sait de quoi la ville aura l'air dans quelques années ».

Antonio Bosco de Menezes, chef du bureau de la Commission des communautés européennes à Lisbonne, sait que les pelles mécaniques sont comme des robots aveugles depuis l'entrée du Portugal dans l'Europe des Douze en 1986 : le Portugal, sous-développé à bien des égards, tente de se mettre à l'heure européenne.
Le moment est bien choisi pour se rapprocher du continent, alors que pour la première fois depuis cinq siècles, le pays est réduit à son espace européen, après avoir liquidé sur le tard et dans la douleur son passé colonialiste.
Lisbonne a jusqu'à présent échappé à l'industrialisation qui transforme des grands pans du pays



en « véritable chantier, plein de poussière ».
La dernière catastrophe vise le monastère de Jérónimos, témoin architectural de l'époque des grands explorateurs, en face de la mer, à quelques kilomètres de Lisbonne. Des travaux pour la construction

d'un centre culturel sont présentement en cours à quelques mètres du monastère. Or ils menacent les fondations mêmes du joyau de l'architecture manuéline.
Les travaux ont commencé à la hâte car le centre doit être terminé fin 92 lorsque le Portugal occupera la présidence de la Commission européenne...
Le Portugal est engagé dans une restructuration échevelée de ses industries, pour affronter la concurrence de demain et attirer les investissements.
Son principal attrait ? Des salaires de crève-faim. En incluant les charges sociales, un travailleur dans le textile coûte \$ 3 US au Portugal contre \$ 13 en Allemagne ou en Italie. Et

la question que tous se posent est de savoir si le travailleur portugais dont l'employeur est un sous-traitant d'une compagnie allemande et qui transporte tout son monde en Allemagne pour une durée indéterminée doit recevoir un salaire portugais ou un salaire allemand.
Les syndicats portugais veulent des « vrais » salaires mais ne veulent pas perdre leur avantage sur les autres employés mieux payés. Dilemme.
Le revenu annuel au Portugal est de \$ 2 890, ce qui, sur 100, situe le travailleur portugais à 55 et le travailleur allemand ou danois à 150. Dans ces conditions, l'économie souterraine fleurit. La BBC dénonçait récemment...
Voir page 14: Le Portugal

Dans l'œil de l'aigle
WASHINGTON FACE AU QUÉBEC
Jean-François Lisée
Vol. de 580 pages - 29,95\$

Un livre plus que jamais d'actualité!

Boréal

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ Montréal

drome, qui sera métamorphosé en biodôme d'ici 1992, la Ville aura hérité de tout ce qui l'intéressait. Avec son toit en forme de carapace, faut croire que le « vélodrome », surnommé ainsi par les administrateurs de la RIO pour ses piètres performances financières, était davantage voué à recevoir des quadrupèdes et des invertébrés que des spécimens sur deux roues.

Si la Ville ne veut pas du pachyderme olympique, c'est que malgré ses trois étoiles au Guide Michelin, le parc ne fait pas des affaires brillantes. Hormis le Village olympique et le stade, le Centre de natation et le vélodrome contiennent chaque année d'être des boulets financiers pour la Régie. Performance guère plus reluisante pour le Centre « sportif » Paul-Sauvé, qui coûte plus cher qu'il ne rapporte et attire aujourd'hui plus de joueurs de bingo (131 000 entrées en 89) que d'athlètes.

Les Montréalais auront payé près de 600 millions \$ de 1976 à l'échéance de la dette (au cours de 1993), par le biais de la taxe olympique, pour renflouer le trou creusé par les Jeux de 76. Soit l'équivalent de 48 \$ de taxes en moyenne en 89 pour le secteur résidentiel et 2732 \$ pour le secteur des commerces et des industries. Sans compter les tonnes de cigarettes grillées pour alimenter le Fonds spécial olympique, qui s'est gavé bon an mal an d'environ 120 millions \$ grâce à la mauvaise habitude des Québécois.

Quant à la Cité écologique dont parle Pierre Bibeau, il faudra revoir la loi constitutive de la Régie qui fait du sport et de la complétion des installations olympiques sa mission première.

« La mission n'a pas été actualisée depuis 1975, argue Pierre Bibeau, ce qui a pour conséquence d'empêcher la mise en place d'un plan de marketing cohérent. Il en résulte la cohabitation d'activités rentables et non rentables. »

« Bref, l'éléphant blanc, ce n'est pas tellement le stade olympique, mais les diverses composantes d'une mission, devenue si électorale avec le temps, qu'à l'usage, elle cesse d'en être une », tranche-t-il.

Si ce grand débat public doit être tenu le plus rapidement possible, M. Bibeau concède que rien ne sera fait avant l'automne, le contexte électoral municipal n'étant pas « idéal » pour ouvrir ce genre de débat. Mais on veut toutefois que le conseil d'administration puisse transmettre d'ici le printemps 1991 ses recommandations sur la vocation future du Parc olympique, a-t-il précisé.

Selon M. Bibeau, l'idée d'une « Cité écologique » serait une façon d'obtenir le maximum de retombées touristiques pour le Parc olympique. On a déjà entendu parler des projets de promoteurs japonais et même du Club Med qui relèquent le mat du Stade pour y installer un hôtel. À ce titre, une étude de faisabilité permettra d'ici l'hiver prochain de trancher une fois pour toutes sur la vocation hôtelière ou sportive de la fameuse tour inclinée, affirme M. Bibeau.

« Des intérêts français, suisses et italiens sont intéressés mais nous ne pouvons rien négocier tant que la vocation ne sera pas définie », a-t-il poursuivi.

Le plan présenté à Québec par le capitaine de la RIO aussi le projet d'un « parc aquatique familial » logé dans le centre de natation, dont la gestion resterait entre les mains de la Régie. M. Bibeau parle aussi de déménager le Planétarium dans le Centre sportif Pierre-Charbonneau,

de développer des terrains de tennis près de l'anneau de 400 mètres, de démolir ou convertir en musée de l'olympisme les affreuses dalles-promenades en béton qui relient le bi-dôme à l'aréna Maurice-Richard, qui serait lui-même agrandi pour être conforme aux normes de la Fédération internationale de hockey sur glace.

Quant au stade, que M. Bibeau surnomme la « plus grande décapotable au monde », son achalandage, déjà élevé, pourrait être augmenté de 20 %. Pour passer du bitume à la verdure, on a déjà demandé au Jardin Botanique de prévoir un plan d'aménagement étalé sur les trois prochaines années.

« Avec un marketing agressif et ces nouvelles installations envisagées, c'est plus de 75 millions \$ qui s'ajouteraient aux retombées actuelles », estime M. Bibeau.

◆ Mulroney

res et jaunes aux couleurs du Congrès national africain (ANC).

Condamné à la prison à perpétuité pour avoir tenté de renverser le gouvernement de la minorité blanche, le vice-président et chef spirituel de l'ANC, âgé de 71 ans, a été libéré en février dernier après avoir purgé 27 ans de sa peine.

Il a également remercié les Canadiens qui se sont battus pour la libération des prisonniers politiques en Afrique du Sud.

Sous un ciel de plomb, des groupes de scouts et de guides brandissaient le drapeau canadien pendant que la foule écoutait M. Mandela avec attention.

Accompagné de sa femme Winnie, le leader sud-africain a exhorté le Canada à continuer de faire pression contre le gouvernement de la minorité blanche de Pretoria.

« Nous sommes venus au Canada, a indiqué Nelson Mandela, pour demander que l'offensive contre l'apartheid qui détruit notre pays se poursuive ».

Plusieurs sanctions volontaires et obligatoires ont été prises par le Canada depuis 1986. Les pièces d'or ont été interdites, les liaisons aériennes réduites, les relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud restreintes.

Bien que le président de l'Afrique du Sud F. W. de Klerk ait engagé des réformes importantes telles la mise en liberté de Nelson Mandela, la légalisation de l'ANC longtemps interdit et la levée de l'état d'urgence dans presque tout le pays, le Canada a décidé de maintenir les sanctions jusqu'à « ce qu'il y ait des preuves tangibles de changements irréversibles dans le système de l'apartheid ».

Le président de Klerk s'est rendu en Europe le mois dernier pour essayer de convaincre les gouvernements que les réformes promises ou en voie de réalisation sont suffisantes pour la levée des sanctions. Cette question sera débattue lors de la rencontre de cette semaine des ministres des Affaires étrangères de la Communauté économique européenne (CEE) au Luxembourg.

La semaine dernière, un fonds pour venir en aide au Congrès national africain a été créé au Canada.

Dans son discours, M. Mandela a souligné que sa visite au Canada avait entre autres comme objectifs de demander une assistance qui devrait permettre aux Sud-Africains de concrétiser leur projet de faire de leur pays un paradis de justice, de paix et d'égalité.

Pour sa part, le premier ministre Mulroney qui était accompagné de toute sa famille et d'un régiment de policiers de la GRC vêtus de la tunique rouge, a dit que la marche de Nelson Mandela vers la liberté témoignait de la volonté de l'homme.

« M. Mandela, a assuré le premier ministre en s'adressant au leader historique, vous pouvez compter sur le Canada dans les mois, les années à venir, comme vous l'avez fait dans le passé, comme vous avez construit un

Ottawa dépêche ses négociateurs chez des autochtones décidés à tuer Meech

WINNIPEG (PC) — Les leaders autochtones du Manitoba et les représentants du gouvernement fédéral se rencontreront tôt ce matin à Winnipeg pour tenter de résoudre leur mésentente au sujet de l'accord du lac Meech.

Les chefs autochtones et leurs avocats ont mis fin à une rencontre de six heures hier à Winnipeg tandis qu'au même moment le bureau du premier ministre Brian Mulroney à Ottawa émettait un communiqué annonçant la réunion d'aujourd'hui qui doit débuter à 8h et se dérouler dans un bureau d'avocats de Winnipeg.

Le porte-parole du bureau du premier ministre, M. Gilbert Lavoie, a précisé que des hauts fonctionnaires, dont le chef de cabinet du premier ministre Mulroney, Stanley Hartt ainsi que le sénateur Lowell Murray prendraient part à la réunion.

Cependant, les dirigeants autochtones, qui ont juré de tuer l'accord en retardant son adoption à la législature manitobaine, ont affirmé n'avoir pas modifié leur plan.

« Même si nous ne sommes pas intéressés à négocier nous nous sommes engagés à continuer de discuter avec le premier ministre ou ses porte-parole », a déclaré Ovide Mercredi, un des dirigeants de l'Assemblée des premiers nations, à l'issue de la réunion qui s'est tenue derrière des portes closes.

Phil Fontaine, le président de l'Assemblée des leaders autochtones du Manitoba, a indiqué de son côté que

le premier ministre Mulroney lui a téléphoné au cours du week-end, qu'il a été « courtois », mais qu'aucune offre fédérale n'a été déposée.

M. Mercredi a précisé que tous les 61 chefs autochtones du Manitoba avaient été conviés à se rendre à Winnipeg pour être consultés dans le cas d'une éventuelle offre du gouvernement fédéral.

« M. Mulroney envoie des gens pour nous parler et par courtoisie nous n'allons rien dire de plus au sujet de cette rencontre. Nous n'avons pas reçu de proposition aujourd'hui, mais nous désirons que nos chefs soient en ville compte tenu de cette éventualité », a-t-il ajouté.

Les dirigeants de l'Assemblée des chefs du Manitoba et leurs avocats se réunissent hier après-midi dans un hôtel de Winnipeg assailli par les journalistes.

Samedi, les dirigeants autochtones avaient affirmé que leur but était de tuer l'accord du lac Meech qui doit être ratifié au plus tard le 23 juin.

« Nous ne sommes pas intéressés à négocier sous pression », a déclaré M. Mercredi.

« Une des plaintes que nous formulons concernant l'accord est la manière dont les négociations ont été conduites. Si nous acceptions de discuter avec le premier ministre, il nous faudrait fermer les yeux sur toute cette démarche que nous critiquons. Nous n'en avons pas du tout l'intention. »

pays qui permet que se réalisent les espoirs démocratiques et les rêves de tous les Sud-Africains quelles que soient leur couleur et leur confession ».

Les représentants des organisations anti-apartheid, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures Joe Clark et d'autres dignitaires étaient présents.

Le séjour de M. Mandela au Canada s'inscrit dans le cadre d'une tournée mondiale de six semaines dans 14 pays de l'Afrique, de l'Europe et de l'Amérique du Nord qui a débuté le 6 juin.

M. Mandela qui arrivait de Londres, hier, doit prononcer un discours aux Communautés aujourd'hui et s'entretenir avec M. Mulroney et Clark avant de s'envoler dans l'après-midi pour Toronto. Des rencontres sont notamment prévues avec le maire de Toronto et le premier ministre David Peterson. En soirée, il sera l'hôte à un dîner offert par le premier ministre Mulroney et son épouse Mila.

Mardi, dernière journée de sa visite au Canada, M. Mandela se rendra en après-midi à Montréal, où il aura des entretiens avec le premier ministre Robert Bourassa ainsi qu'avec le maire de la ville Jean Doré. Il prendra ensuite la parole lors d'une grande fête tout en musique animée par plusieurs artistes québécois, dont les chanteurs Gilles Vigneault, Richard Séguin, Joe Bocan et les Indiens du groupe Kashtin.

Le leader sud-africain s'adresse aux Nations-Unies mercredi.

Bien qu'il semble bien se porter, M. Mandela est accompagné de son médecin pendant toute sa tournée mondiale. Au début de juin, il a été hospitalisé à Johannesburg pour y subir l'ablation d'un kyste. En 1988, il a souffert de la tuberculose.

◆ Le Portugal

cemment l'embauche d'enfants de moins de huit ou neuf ans dans des usines de textile.

L'association industrielle portugaise, la Confédération Générale, de son côté, estime que les salaires portugais grimperont naturellement et graduellement d'ici trois à quatre ans et qu'il faut profiter d'ici là de tous les investissements étrangers qui ont contribué à maintenir le taux de chômage en deça de 6 %.

Sur les désastres environnementaux qui s'accumulent à travers le pays, le secrétaire de la Confédération du Travail, M. Francisco Medelino, est hésitant.

Il signale qu'il faut une « phase de transition » dans l'application de normes plus strictes, car « nos normes sont plus modernes que celles du tiers monde avec lequel nous sommes en concurrence pour le textile ». Comme la Grèce, le Portugal doit affronter non seulement la concurrence européenne mais celle des pays du tiers monde et aussi celle d'Asie.

La concurrence asiatique ne revêt pas ce caractère existentiel pour ceux qui vivent dans un climat plus tempéré. Alors que les Portugais tentent de se creuser des niches dans les services et la petite entreprise, les Français, Italiens, Allemands, eux, ambitionnent d'occuper les secteurs de pointe.

« Le Portugal pourrait devenir la Floride de l'Europe, où les retraités viendraient s'installer; c'est ce qui pourrait lui arriver de mieux », observe un membre de l'ambassade du Canada à Lisbonne. En 2 025, l'âge moyen de l'Européen sera de 55 ans.

« Nous aurons une spécialisation des pays », reconnaît un membre d'un groupe de travail chargé par le président de la Commission, M. Jacques Delors, de prévoir les enjeux de l'avenir. Une Europe riche au Nord, soutenue par celle du Sud.

Pourtant, le Portugal profite à plein des millions que la Communauté européenne lui verse, quelque 3 milliards \$ US en six ans, pour l'aider à se mettre à l'heure européenne.

Le pays a reçu tellement d'argent en fait qu'il ne sait plus quoi en faire. L'argent va à la modernisation d'entreprises : le papier, le plastic, les fonteries et certains secteurs de pointe comme la chimie fine et les

Déclaration que Phil Fontaine a confirmé de manière encore plus directe. « Notre stratégie, c'est de tuer l'accord du lac Meech », a dit celui qui, hier matin, courait le demi-marathon qui se tenait dans le cadre du Marathon annuel de Winnipeg.

Le premier ministre Mulroney n'a, pour sa part, émis aucun commentaire au sujet de la stratégie qu'il comptait utiliser afin de sauver l'entente constitutionnelle.

Un peu plus tôt dans la journée, l'envoyé du premier ministre, le sénateur Lowell Murray, avait demandé aux chefs autochtones de cesser d'essayer de contrer l'accord en utilisant la législature du Manitoba.

Elijah Harper, l'unique député autochtone de l'Assemblée législative de cette province, peut continuer à bloquer le dépôt de l'accord jusqu'à au moins mercredi. Et il a bien l'intention de le faire.

Harper, le timide député de 41 ans d'origine cri qui représente l'immense circonscription de Rupertsland, semble en effet avoir raffermi ses positions durant le week-end. Il affirme maintenant que son but est la perte de l'accord.

Les leaders politiques de la législature manitobaine affirment qu'il sera trop tard, mercredi, pour entendre avant le 23 juin, les quelque 2000 Manitobains qui désirent participer aux audiences publiques.

Les leaders autochtones ont d'ailleurs déclaré que 1800 de ces personnes étaient des aborigènes.

La loi manitobaine est ainsi faite que des audiences publiques doivent être tenues avant tout changement constitutionnel. Et le premier ministre Gary Filmon, de même que le leader libéral Sharon Cartairs et le leader néo-démocrate Gary Doer, ont promis à tous les Manitobains qu'ils auraient, s'ils le voulaient, la chance de s'y faire entendre.

Gary Doer a d'ailleurs répété, hier, que Brian Mulroney était responsable de cette dernière menace qui plane sur l'accord.

Selon lui, le premier ministre a trop attendu avant de décider de rencontrer ses homologues provinciaux.

Pendant ce temps, les leaders autochtones des Territoire du Nord-Ouest ont dit samedi que Harper bénéficiait de l'appui de tous les groupes d'autochtones du pays.

Gary Bohnet, de l'Association des métis des Territoire du Nord-Ouest et Billy Erasmus, représentant des Dene, ont comparé le combat de Harper à celui que mène le leader sud-africain Nelson Mandela.

Quant à Jim Horsman, ministre albertain des Affaires intergouvernementales, il a affirmé que le petit jeu de pouvoir auquel se livre Elijah Harper, n'aidera pas les autochtones à obtenir le soutien de l'Alberta.

Il croit que les autochtones ne devraient pas s'obstiner à demander une clause sur les droits des aborigènes avant que la question de la réforme du Sénat ne soit réglée.

la réalisation de projets hydro-électriques.

La conférence porte cette année sur les relations commerciales avec l'Europe de 1992. Des conférenciers prestigieux participeront aujourd'hui à un atelier sur le sujet. Parmi eux, l'ex-président de la Federal Reserve Bank, M. Paul Volcker, et l'ex-ambassadeur des Etats-Unis au Canada, aujourd'hui ambassadeur américain auprès de la CEE, M. Thomas Niles.

Le communiqué officiel annonce pour demain la signature d'un accord commercial entre les cinq provinces (Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, Ile-du-Prince-Edouard et Terre-Neuve) et les six États américains (Connecticut, Maine, Vermont, Rhode Island, New Hampshire et Massachusetts). La conférence se termine demain soir.

◆ Plus

totale, alors que les sociétés d'épargne affichaient 37,1 % ou 17,3 milliards \$.

Profitant d'une baisse de régime constante, depuis cinq ans, des caisses d'épargne, les sociétés de fiducie ont une fois de plus réussi à s'accap-

parer un morceau plus important qu'elles ne l'avaient fait lors de l'exercice antérieur. En effet, selon les calculs de l'Inspecteur général la part des fiducies dans le marché hypothécaire est passée de 22,4 % ou 9,4 milliards \$ en 1988 à 23,4 % ou 11 milliards \$ en 1989.

Évidemment, dans le secteur des prêts aux particuliers les banques ont maintenu leur position dominante avec 67 % ou 11,7 milliards \$ du total, alors que les caisses d'épargne et de crédit se contentaient de 30 % ou 5,2 milliards \$. Les fiducies ont amélioré leur sort, mais pas suffisamment pour que le profil du marché en soit modifié. Elles ont 2,5 % des parts.

Enfin, dans le secteur des prêts aux entreprises les banques ont repris du chemin qu'elles avaient perdu en passant de 68 % à 70 % ou 18 milliards \$. À ce égard, on se souviendra que la part de marché de ce type d'institutions était de 77 % en 1985. Les caisses d'épargne et de crédit sont en deuxième place avec 27 % ou 7,1 milliards devant les sociétés de fiducie avec 1,7 % ou 448 millions, et les sociétés d'épargne avec 0,2 % ou 42 millions \$.

18 juin

par la PC et l'AP

1987: Israël élève une protestation contre la décision du pape Jean-Paul II de recevoir le président autrichien Kurt Waldheim.

1986: deux cent quarante-cinq guérilleros du Sentier lumineux sont tués au cours d'une répression de militaires dans trois établissements pénitentiaires au Pérou.

1985: en Ontario, les conservateurs sont battus par les libéraux lors des élections, ce qui met fin à plus de 40 ans de pouvoir conservateur dans la province.

1983: Sally Ride, qui fait partie, avec quatre hommes, de l'équipage de la navette spatiale Challenger, devient la première Américaine de l'espace.

1979: Jimmy Carter et Léonid Brejnev signent à Vienne le traité SALT-2.

1975: l'assassin du roi Fayçal d'Arabie Saoudite est décapité sur la place publique, à Riyad.

1970: les conservateurs remportent les élections en Grande-Bretagne.

1965: le vice-maréchal de l'air Nguyen Cao Ky devient chef du gouvernement de Saïgon et annonce son intention d'intensifier la guerre contre le Vietcong.

1962: les conservateurs de John Diefenbaker conservent le pouvoir aux élections générales mais ils forment un gouvernement minoritaire.

1961: les trois princes rivaux laotiens se réunissent à Zurich et conviennent de former un gouvernement de coalition.

1953: l'Égypte devient une république et le général Néguib est élu président. La Corée du Sud libère 26 000 prisonniers nord-coréens non-communistes.

1946: chute de la monarchie en Italie.

1940: création d'un ministère de la Guerre au Canada. Le général de Gaulle lance, depuis Londres, un ap-

pel à la résistance du peuple français; le même jour, les troupes allemandes occupent Cherbourg.

1928: Amelia Earhart devient la première femme à traverser l'Atlantique en avion. L'explorateur polaire Roald Amundsen meurt dans la mer du Nord, à la suite d'un accident d'avion.

1881: l'Allemagne, l'Autriche et la Russie signent une alliance secrète dite des Trois empereurs.

1855: le canal du Sault-Sainte-Marie est reconstruit.

1846: ouverture du premier système télégraphique entre Toronto, Kingston et Niagara Falls.

1823: à la suite de soulèvements contre son régime et de la perte du Brésil, le roi Jean VI du Portugal abroge la constitution de 1822.

1815: l'armée napoléonienne est vaincue à Waterloo par les armées prussienne et anglaise de Blücher et Wellington.

1812: les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Angleterre.

1784: formation de la province du Nouveau-Brunswick par un arrêté en conseil.

1779: l'île de Saint-Vincent, aux Antilles, est occupée par la France.

1757: les forces du Saint-Empire battent à Kollin (Tchécoslovaquie) le roi de Prusse Frédéric, qui perd 13 000 de ses 33 000 hommes.

1605: DeMonts et Champlain quittent l'île Sainte-Croix pour se rendre à Port Royal.

1429: mené par Jeanne d'Arc, les Français battent les Anglais à Pata. Ils sont nés un 18 juin: l'écrivain espagnol Cervantès (1547-1616); l'acteur Richard Boone (1917-1986); le Beatle Paul McCartney (1942).

A SURVEILLER

Collectes de sang de la Croix-Rouge à Montréal au Centre permanent, 3131 Sherbrooke est, de 9 h à 18 h; au Pavillon Rosemont, auditorium, 5689, boul. Rosemont, de 19 h à 16 h; à Dorval, Aéroport international de Montréal, rue Transversale sur Cardinal, de 9 h à 15 h 30; à St-Jovite, Salle paroissiale, de 13 h 30 à 20 h 30, et à St-Jérôme, Aréna Melançon, 451 rue Melançon, de 10 h 30 à 20 h 30. Rens.: 937-2790.

Le saxophoniste Daniel Gauthier propose un stage de perfectionnement en saxophone à tous les étudiants des réseaux collégial et universitaire au pavillon de La Salle du collège Marie-Victorin, 7000 rue Marie-Victorin, du lundi 25 au vendredi 29 juin. Rens.: 271-8829.

Le Cercle Condorcet de Montréal organise une table ronde sur la langue et l'intégration des immigrants, ce soir à 19 h 30, au Centre St-Pierre, 1212 rue Panet à Montréal. Participeront à cette rencontre: Aoura Bizzaria, Louise Laurin, Henri Laberge, Norma Lopez et Lorraine Pagé, présidente de la CEQ. Rens.: 273-9829 ou 844-6216.

Le lundi 25 juin à 20 h, conférence sur le thème: Pyramides et temples astronomiques. Puissance et magie des formes, à Nouvelle Acropole, 1631 rue St-Denis à Montréal. Réserv.: 848-0553.

Aujourd'hui, le Centre St-Pierre procédera au lancement du programme de ses activités, sessions et rencontres, pour l'année 1990-91. On peut se procurer dès maintenant le programme en s'adressant au 1212 rue Panet à Montréal. Rens.: 524-3561, poste 303.

Les choristes intéressés à joindre les rangs de l'ensemble vocal Louis-Lavigueur pour la saison 1990-91, sont priés de prendre immédiatement rendez-vous pour audition en téléphonant à Sylvie Gagnon au numéro 626-9594 ou à Angèle Kavanagh au 873-1935.

Le club Toastmasters Olympia, organisation à but non lucratif, vous invite à ses réunions qui ont lieu tous les lundis à 18 h 30 au restaurant Butch Bouchard, 881, boul. de Maisonneuve est à Montréal. Rens.: 465-1399 (Christian Bernier).

Head & Hands vous offre de l'information légale au téléphone ou en personne

de 17 h à 22 h du lundi au jeudi, au 2304 Old Orchard (coin Sherbrooke ouest); les cliniques d'information légale continueront de fonctionner sur rendez-vous seulement les mardis et jeudis de 19 h à 21 h. Rens.: 481-0277.

Inform'Elle vous offre un service gratuit et confidentiel d'informations juridiques et para-légales sur le droit de la famille: séparation et divorce, union libre, aide sociale, aide juridique et succession, testaments, etc. Rens.: du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 13 h à 15 h 30 au 443-8221.

Le Service bénévole d'entraide Anjou inc., 7500, av. Goncourt, a un urgent besoin de nouveaux bénévoles pour aider les personnes âgées dans leur quotidien: faire leurs courses, visite chez le médecin, etc. Rens.: 351-2517 ou 351-3162.

Le jeudi 21 juin à 20 h, conférence sur le signe du moi: le cancer, à Nouvelle Acropole, 1631 rue St-Denis à Montréal. Réserv.: 848-0553.

Détour Naure, 154 rue Villeray à Montréal, vous invite à venir apprendre à faire du canot ou du kayak en rivière ou perfectionnez vos techniques en une fin de semaine passée à notre école située au bord de la Rivière rouge. Le prochain cours de canot a lieu les 14 et 15 juillet et celui du kayak, les 7 et 8 juillet. Réservez au moins 10 jours à l'avance au 271-6046.

Les Associés bénévoles qualifiés au service des jeunes, 9335 rue St-Hubert à Montréal, a besoin de bénévoles. Rens.: 389-9315 et 663-6003.

Compeer Montréal/Entre-Amis, organisation à but non lucratif, recrute des bénévoles pour aider à la réinsertion sociale de personnes ayant des problèmes en santé mentale. Rens.: 272-5818.

Cours de natation privés et spécialisés contre la peur de l'eau donnés par des professeurs qualifiés pour tous les niveaux d'apprentissage. Rens.: 596-1805 (Ginette Déziel).

Le Point de rencontre des communautés culturelles, 2005 rue Victor-Doré, suite 218 à Montréal, recherche des bénévoles dynamiques, disponibles au minimum une heure par semaine. Rens.: 335-5340.

LA SOCIÉTÉ D'ARTHRITE

DONNEZ...
une leur d'espoir